Mai 2012

	منظمة الأغذية والزراعة للأمم المتحدة	联合国粮食及农业组织	Food and Agriculture Organization of the United Nations	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	Продовольственная и сельскохозяйственная организация Объединенных Наций	Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura

Conférence régionale de la FAO pour le Proche-Orient

Trente et unième session
Rome, 14-18 mai 2012
ALLOCUTION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA FAO

Monsieur Ezzulddin Al-Dawla, Ministre de l'agriculture de la République d'Iraq,

Monsieur Luc Guyau, Président indépendant du Conseil de la FAO,

Monsieur Yaya Olaniran, Président du Comité de la sécurité alimentaire mondiale,

Madame Amira Daoud Hassan Gornass, Ambassadrice et Représentante permanente du Soudan auprès de la FAO, mandataire de l'ancien Président de la Conférence régionale pour le Proche-Orient,

Monsieur Taghavi Motlagh, Ambassadeur et Représentant permanent de la République islamique d'Iran auprès de la FAO, Président du Groupe du Proche-Orient,

Mesdames et Messieurs les délégués, ministres et ambassadeurs,

Mesdames et Messieurs les représentants de la société civile,

Collègues de la FAO et d'autres organisations du système des Nations Unies,

Excellences, Mesdames et Messieurs,

1. J'ai le plaisir de vous souhaiter la bienvenue à Rome à l'occasion de la trente et unième Conférence régionale de la FAO pour le Proche-Orient. Initialement, elle devait se tenir à Bagdad, et je tiens à remercier le Gouvernement iraquien d'avoir accepté qu'elle se déroule au Siège de la FAO.

2. *Mesdames et Messieurs,* nous sommes parvenus à accroître la production alimentaire au cours des dernières décennies, mais pas à éliminer la faim. Bien que nous ayons de quoi nourrir chaque être humain, plus de 900 millions d'individus n'ont toujours pas assez à manger.

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires. La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'internet, à l'adresse www.fao.org.

3. Tant que cette situation persistera, la FAO devra poursuivre sans relâche son objectif, qui est l'élimination la faim.

4. C'est un défi difficile, mais pas impossible à relever. La FAO et ses partenaires peuvent et doivent contribuer de façon significative à l'édification du monde que nous appelons de nos vœux.

5. La difficulté tient à ce que la crise de la faim coexiste avec plusieurs autres crises – climatique, financière, économique et énergétique – qui ont des répercussions les unes sur les autres et ne peuvent être traitées séparément. Ces multiples corrélations nous placent face à des problèmes différents de ceux que nous avons connus dans le passé.

6. Pour les surmonter, nous avons donc besoin de nous équiper d'outils différents et de nous fixer de nouvelles orientations. C'est la raison pour laquelle j'ai lancé, en janvier 2012, une réflexion stratégique de grande ampleur afin de déterminer les tendances mondiales et les nouveaux enjeux en matière de sécurité alimentaire et d'agriculture, puis de réorganiser la FAO afin d'arrêter des modalités d'intervention plus efficaces.

7. Cette réflexion s'articule sur une consultation participative et à grande échelle de l'ensemble du personnel de l'Organisation et sur une concertation avec les États Membres; elle sera enrichie par la contribution d'un groupe d'experts extérieurs.

8. Les conférences régionales s'inscrivent dans le cadre de ces consultations et c'est avec beaucoup d'intérêt que j'attends vos observations au sujet des enjeux mondiaux, en particulier de ceux qui ont une incidence sur la région du Proche-Orient.

9. Au cours de la prochaine session du Conseil de la FAO, en juin, je présenterai les dernières conclusions en date de cette réflexion. Elles nous aideront à apporter les ajustements voulus à l'actuel Programme de travail et budget et éclaireront l'examen et l'élaboration des principaux documents de stratégie et de programmation de la FAO.

10. Permettez-moi maintenant d'entrer dans le détail des défis de portée mondiale qui ont été recensés jusqu'à présent.

11. Le premier et le plus pressant d'entre eux est le suivant: comment éliminer la faim et garantir la sécurité alimentaire pour tous ?

12. La sécurité alimentaire et la paix sont directement liées. Il arrive que des conflits aboutissent à une famine, tout comme l'insécurité alimentaire peut déclencher ou entretenir des conflits susceptibles d'avoir des répercussions sur les pays voisins. À titre d'exemple, le Ministre de l'agriculture du Yémen a attiré mon attention sur d'importants mouvements migratoires originaires d'Afrique, qui exercent une pression supplémentaire sur la sécurité alimentaire dans son pays.

13. C'est une illustration de la nécessité de combiner des interventions nationales, régionales et mondiales pour lutter efficacement contre la faim. Si la FAO est active à tous les niveaux, c'est pour progresser, avec ses divers partenaires, sur tous ces fronts.

14. À ma demande, l'Organisation s'adapte actuellement à une nouvelle approche qui devrait lui permettre de franchir rapidement de nouvelles étapes dans le combat contre la faim. Il s'agit d'intégrer les activités d'urgence et de développement, de transposer à une plus vaste échelle les initiatives dont il est avéré qu'elles stimulent les circuits de production et de consommation locaux et qu'elles renforcent la capacité de résistance des populations. Il existe de nombreuses solutions qui ne

présentent que des avantages, puisqu'elles ont des incidences positives à court terme et jettent les bases d'un développement à long terme.

15. Un défi connexe consiste à augmenter la capacité de résistance des familles pauvres aux menaces et aux chocs touchant l'agriculture et la sécurité alimentaire, que le changement climatique rend de plus en plus palpables.

16. Un autre défi consiste à évoluer vers des modèles de production et de consommation plus viables. L'augmentation de la production agricole au cours des dernières décennies a gravement endommagé l'environnement et ponctionné nos ressources naturelles. Nous disposons déjà de technologies qui permettent d'accroître la production tout en limitant ses conséquences négatives: adoptons-les à l'échelle voulue et assurons-nous qu'elles sont accessibles aux petits producteurs du monde entier.

17. Nous devons aussi améliorer nos habitudes alimentaires. On enregistre dans certains pays du Proche-Orient les taux d'obésité les plus élevés du monde. Une alimentation plus saine contribuera à la lutte contre l'obésité et ira de pair avec une atténuation de la pression exercée sur les ressources naturelles: il faut 1 500 litres d'eau pour produire un kilogramme de céréales, 15 000 pour obtenir la même quantité de viande. Les pays du Proche-Orient sont bien placés pour savoir combien l'eau est précieuse et combien nous devons en faire un usage économe.

18. La consommation viable passe aussi par la réduction des pertes et du gaspillage alimentaires. Dans les pays industrialisés, les consommateurs jettent environ 222 millions de tonnes de nourriture par an, soit l'équivalent de la production alimentaire nette de l'Afrique subsaharienne.

19. La viabilité est un enjeu actuel, ce sera aussi une exigence à l'avenir: selon la FAO, nous aurons besoin d'accroître notre production alimentaire de 60 pour cent pour qu'il soit possible de nourrir la population de la planète dans 40 ans. Cette estimation part du principe que nous allons conserver nos modèles de production et de consommation, mais une quantité inférieure nous suffira pour nourrir cette population si nous réduisons les pertes et le gaspillage et si nous adoptons un régime alimentaire plus sain. Ce doit être notre objectif.

20. La Conférence des Nations Unies sur le développement durable, Rio+20, qui aura lieu dans un peu plus d'un mois, sera pour nous l'occasion d'explorer les moyens de faire converger les programmes d'action relatifs à la sécurité alimentaire et au changement climatique et d'opter pour un développement plus durable, qui profite à tous.

21. Il nous faudra ensuite améliorer les moyens d'existence des populations rurales. C'est particulièrement important pour la région du Moyen-Orient. Dans de nombreux pays, on constate une augmentation du chômage des jeunes et les taux de pauvreté s'aggravent dans les zones urbaines. Le fait de proposer aux jeunes issus du milieu rural des emplois décents et de leur ouvrir des voies plus prometteuses pour l'avenir aura pour conséquence de réduire la pression qui s'exerce sur les zones urbaines.

22. Nous devons aussi régler les problèmes liés au renforcement de la gouvernance en matière de sécurité alimentaire mondiale et instaurer des systèmes alimentaires et agricoles plus équitables et qui profitent à tous, de l'échelon local au niveau international.

23. Les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, approuvées la semaine dernière par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale, constituent un pas important dans cette direction. C'est la première fois que les gouvernements, la société civile et le secteur privé sont parvenus à un consensus sur ce qu'il convenait de faire, à l'échelle internationale, pour garantir une gouvernance responsable des régimes fonciers en question.

24. Nous partageons désormais une vision commune sur laquelle nous appuyer pour aller de l'avant, le rôle unique du Comité de la sécurité alimentaire mondiale dans le système de la gouvernance alimentaire a été réaffirmé, et il apparaît clairement que les débats de portée mondiale sont le reflet des réalités locales.

25. Je vous remercie, Monsieur l'Ambassadeur Yaya Olaniran, d'avoir mené à bien ce processus.

26. *Mesdames et messieurs*, la rareté de l'eau et la désertification sont des défis auxquels l'agriculture fait face dans tous les pays du Proche-Orient. Le changement climatique les rend d'autant plus difficiles à relever.

27. Pour y parvenir, la FAO s'attache à aider les États Membres de la région à mettre en place des systèmes d'agriculture, d'élevage et de production alimentaire résistants. Il faut pour ce faire investir davantage dans des méthodes de production durables, instaurer des liens entre appui à la production et dispositifs de protection sociale pour dynamiser les marchés locaux, améliorer la gouvernance et la gestion de l'eau et des autres ressources naturelles, et adopter les meilleures pratiques existantes pour économiser le plus d'eau possible et optimiser sa productivité.

28. À cet égard, j'attends avec intérêt de recevoir les directives et les observations de la Conférence s'agissant de ces priorités régionales.

29. *Mesdames et Messieurs*, j'aimerais également examiner l'assistance apportée par la FAO aux pays du Proche-Orient.

30. Notre Bureau régional pour le Proche-Orient, situé en Égypte, couvre 19 pays, dont trois (Mauritanie, Soudan et Yémen) figurent parmi les pays à faible revenu. Six pays du Golfe disposent d'un revenu élevé. Les autres pays de la Région sont considérés comme des pays à revenu intermédiaire, selon les normes internationales.

- Le réseau de bureaux décentralisés de la FAO dans la région inclut aussi les bureaux sous-régionaux pour l'Afrique du Nord et pour les États membres du Conseil de coopération du Golfe et le Yémen (situés respectivement en Tunisie et à Abu Dhabi); l'Organisation est également présente dans 15 pays sous différentes formes: neuf pays bénéficient d'une représentation à part entière (qui partage, dans trois cas, les locaux du Bureau régional ou des bureaux sous-régionaux), quatre pays bénéficient de l'assistance de fonctionnaires techniques/Représentants de la FAO détachés du Bureau régional ou des bureaux sous-régionaux, et deux pays accueillent des unités de coordination du programme.

31. Cette Conférence est invitée à déterminer de quelle manière restructurer la présence de la FAO dans la région, de sorte qu'elle soit mieux à même de régler les problèmes qui s'y posent. Peut-être faut-il envisager une nouvelle répartition des ressources existantes, afin d'optimiser l'éventail des compétences en fonction des besoins de nos États Membres.

32. Je vous saurai gré, lorsque vous en débattrez, de garder à l'esprit les contraintes financières auxquelles nous sommes tous confrontés. Au cas où vos propositions entraîneraient des coûts supplémentaires, les financements correspondants devront être mobilisés.

33. J'aimerais solliciter la générosité des pays dont la situation économique le permet, en les invitant à chercher des moyens novateurs d'accroître leur contribution à la FAO et de soutenir les activités de l'Organisation, en particulier dans les pays les moins développés de la région.

34. Récemment, à la Conférence régionale pour l'Afrique, les représentants de plusieurs pays de ce continent ont fait savoir qu'ils étaient prêts à accroître leur coopération à la lutte contre la faim dans les pays voisins. Mais leur engagement sur le plan politique doit s'accompagner de l'octroi de ressources financières supplémentaires pour promouvoir la sécurité alimentaire. À la demande de la Conférence, la FAO met actuellement sur pied un fonds d'affectation spéciale pour donner forme à ce projet. Des organisations de la société civile et des sociétés privées ont également fait part de leur intention de participer au fonds d'affectation spéciale pour l'Afrique.

35. Un projet similaire pourrait voir le jour au Proche-Orient. À cet égard, j'attire votre attention sur une réunion qui aura lieu demain matin en marge de la Conférence, durant laquelle sera débattue la proposition de création d'un fonds d'affectation spéciale régional.

36. Ce débat fait suite à ceux de votre précédente Conférence régionale, tenue à Khartoum, au Soudan, en décembre 2010, pendant laquelle les pays Membres ont approuvé le Cadre de priorités régionales pour le Proche-Orient et déclaré qu'ils étaient disposés à appuyer sa mise en œuvre, tout en appelant instamment de leurs vœux la mobilisation de ressources adaptées aux défis régionaux qu'il fallait relever dans les domaines de l'agriculture et de la sécurité alimentaire.

37. La plupart des pays de la région ont déjà renforcé leur coopération au niveau international. C'est une évolution positive qui me donne à penser qu'il est possible de concrétiser ce projet, si des fonds supplémentaires sont dégagés à cette fin et si chaque État concerné fait profiter les autres de son expérience dans les secteurs de l'agriculture et du développement rural.

38. C'est un enjeu primordial parce que, nous ne le savons que trop, le monde est aux prises avec une situation économique et financière délicate. L'OCDE vient de publier un rapport qui montre que l'aide aux pays en développement a baissé en raison de la récession mondiale.

39. Voilà pourquoi le fonds d'affectation spéciale pour la sécurité alimentaire en Afrique, que j'ai appelé de mes vœux, est si important. Et voilà pourquoi je prie instamment les pays en développement d'intensifier leur coopération aux niveaux international et régional, en débloquant des crédits supplémentaires ou en faisant profiter d'autres pays de leur expérience dans les secteurs de l'agriculture et du développement rural.

40. *Mesdames et Messieurs,* une fois encore, je vous remercie de participer à cette trente et unième Conférence régionale de la FAO pour le Proche-Orient, ici, à Rome. Je vous souhaite à tous de fructueuses délibérations.

***